COMISSION SUR L'ÉTAT D'URGENCE
RAPPORT INSTITUTIONNEL – AFFAIRES MONDIALES CANADA

1.0 APERÇU DU MINISTÈRE

A. Structure organisationnelle et hiérarchique

La ministre des Affaires étrangères (MINA) est l'honorable Mélanie Joly. MINA est une des trois ministre d'Affaires mondiales Canada, travaillant conjointement avec la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, l'honorable Mary Ng (MINT) et le ministre du Développement international, l'honorable Harjit S. Sajjan (MINE).

Chaque ministre est secondé par un ou une secrétaire parlementaire, comme suit :

- MINA : Rob Oliphant et Maninder Sidhu
- MINT : Arif Virani
- MINE : Anita Vandenbeld

La haute direction est assurée par les personnes suivantes :

- Sous-ministre aux Affaires étrangères, Marta Morgan
- Sous-ministre du Commerce international, David Morrison
- Sous-ministre du Développement international, Christopher MacLennan
- Sous-ministre déléguée des Affaires étrangères, Cindy Termorshuizen

(Collectivement : les SM).

L'organigramme complet est présenté à l'**appendice I**.

B. Responsabilités

AMC est responsable de promouvoir les relations internationales du Canada, y compris :

- les services consulaires pour les canadiens à l'étranger ;

- la supervision d’un réseau mondial de missions étrangères ;
- le soutien des ambassades et consulats au Canada ;
- le développement et la mise en œuvre de la politique étrangère ;
- promouvoir le développement du droit international et du commerce international ;
- soutenir le travail humanitaire, le développement, la paix et la sécurité ;
- s’engager au sein des institutions de la Francophonie.

C. Divisions et bureaux pertinents d’AMC

En ce qui a trait à l’occupation d’Ottawa et du blocus des frontières, la Division des É.U. fut la division clé, puisque c’était la ressource à travers laquelle AMC colligea l’information de ses diverses missions au É.U. (tel qu’énoncé plus amplement ici-bas). Le Bureau du protocole a joué quant à lui un rôle plus restreint par ses interactions avec les missions étrangères de la région de la capitale national tout au long de la période du convoi.

1. Division des É. U.

Parmi ses responsabilités, la Division des É.U. a colligé de l’information des douze consulats et de l’ambassade aux États-Unis. Lorsque des facteurs touchant les relations Canada-É.U. débordent du cadre des deux pays, la Division des É.U. peut également recueillir des données des autres consulats et ambassades d’AMC au besoin. Cette information est ensuite analysée et incorporée dans des rapports pour les ministres et SM.

Entre le 11 et le 24 février 2022, la Division des É.U. a présenté des rapports à propos des blocus et de leurs impacts hors-Canada aux ministres, SM, et hauts fonctionnaires d’AMC, y compris au Bureau du Conseil Privé, à la Sécurité publique et à Transports Canada, en fonction des données fournies par les missions canadiennes aux É.U. et par le réseau mondial du Canada.

La Division des É.U. est chapeauté par le directeur exécutif, qui relève du directeur général pour l’Amérique du Nord, qui relève lui-même du sous-ministre adjoint des Amériques. L’organigramme de la Division des É.U. est présentée à l’**appendice II**.

2. Bureau du protocole

Le Canada est l'hôte de près de 8000 agentes et agents diplomatiques, officières et officiers consulaires, et leurs membres de la famille. Ces représentantes et représentants étrangers sont affectés à 131 missions diplomatiques, 485 postes consulaires et 20 organisations internationales. Le Bureau du protocole encadre la division de Services au Corps diplomatique (SCD) qui assure les services nécessaires à la communauté diplomatique canadienne en accord avec les obligations juridiques nationales et internationales. Le chef du protocole du Canada, Stewart Wheeler, est le directeur général responsable de l'administration des SCD, parmi d'autres divisions.

Le SCD comprend l'Unité de liaison de la sécurité diplomatique (ULSD), qui fournit des services en matière de sécurité et de protection des locaux des missions étrangères basées au Canada et de leur personnel accrédité et des membres de leur famille. Ce bureau sert de premier point de contact pour les missions en ce qui a trait à la sécurité de leur personnel et de leurs évènements officiels, quoi que chaque mission étrangère ait aussi une ligne de communication directe avec sa division géographique pour tous les éléments en lien à leur relation bilatérale. Ce bureau agit également en tant que liaison entre représentants étrangers et la police Canadienne de juridiction locale. Il réfère toute demande en matière de services de protection policière spécifique à la GRC.

Le SCD gère également les services d'accréditation diplomatique et bon nombre de programmes et services en lien aux divers privilèges et immunités offertes aux membres de la communauté diplomatique en fonction de droits internationaux, de dispositions et d'accords.

3. Missions diplomatiques canadiennes

Le Canada opère 178 mission diplomatiques et consulaires dans 110 pays. Aux États-Unis, le Canada opère une ambassade située à Washington D.C. (WSHDC), et des consulats à Atlanta, Boston, Chicago, Dallas, Denver, Detroit, Los Angeles, Miami, Minneapolis, New York, San-Francisco et Seattle.

Le consulat général du Canada à Detroit (DTROT) a joué un rôle particulièrement important en ce qui a trait aux blocus, compte tenu de sa proximité au pont Ambassador.

En tant que cheffe de mission à WHSDC, l'ambassadrice Kirsten Hillman est la principale représentante du Canada aux États-Unis. L'ambassadrice administre les orientations stratégiques générales des autres bureaux consulaires du réseau des É.U. en plus de prodiguer des conseils stratégiques au premier ministre et autres ministres et sous-ministres pertinents à Ottawa. L'ambassadrice collabore également avec les élus américains, le secteur privé, et les organismes non-gouvernementaux pour promouvoir et protéger les priorités canadiennes.

Au sein de l'ambassade, il y a deux chefs de mission adjoints. Le chef de mission adjoint (politique étrangère et sécurité nationale), Martin Loken, est le plus pertinent aux fins du rôle d'AMC dans les événements liés au convoi. Il fournit des conseils stratégiques à l'ambassadrice. Il supervise également les programmes dirigés par AMC traitant de la politique étrangère et de défense, de la liaison du renseignement, de l'énergie et de l'environnement, parmi d'autres responsabilités.

L'organigramme de l'ambassade canadienne est présenté à **l'appendice III**.

Les consulats généraux sont typiquement situés dans de grandes villes qui ne sont pas des capitales nationales. La consule générale ou le consul général est la plus haute ou le plus haut dirigeant d'un consulat général et responsable de ses opérations. Les consulats généraux aux É.U. sont souvent responsables de plusieurs états limitrophes (par exemple, DTROT est responsable des états du Michigan, de l'Ohio, du Kentucky et de l'Indiana). Les consulats généraux font la promotion des intérêts politiques et commerciaux du Canada, tant au niveau de leur région qu'à celui de leurs états, en rencontrant des élu-e-s, les secteurs privés et non-gouvernemental, en tant que représentante ou représentant du Canada pour le territoire désigné.

2.0 IMPACT SUR LE COMMERCE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

A. Surveillance des blocus et des manifestations aux points d'entrée

AMC a surveillé les blocus et les manifestations aux points d'entrée et leurs impacts aux États-Unis et dans le monde, principalement en recevant des informations de ses diverses missions aux États-Unis, notamment de DTROT et de WSHDC.

À partir du 8 février 2022, WSHDC a commencé à produire des rapports quotidiens sur les blocus et les manifestations, et à les distribuer aux parties concernées d'AMC et aux autres départements et consulats frontaliers du réseau américain[1]. DTROT a produit des résumés des médias locaux et les a fournis à WSHDC pour l'aider dans cet effort.[2]

DTROT a également reçu des informations de diverses sources tout au long de la période pertinente, portant notamment sur les activités liées aux trois passages frontaliers à proximité : le pont Ambassador, le pont Blue Water (Sarnia) et le tunnel Détroit-Windsor. Un calendrier des activités de collecte d'informations de DTROT à cet égard est présenté à l'**appendice IV**.

Le mécanisme de réponse rapide (MRR) d'AMC a également surveillé les activités liées aux manifestations et aux blocus. Le MRR a été fondé en 2017 pour répondre aux efforts des acteurs étrangers cherchant à « saper nos sociétés et institutions démocratiques, nos processus électoraux, notre souveraineté et notre sécurité »[3]. Le MRR opère aux côtés de l'unité de coordination G7 MRR hébergée au sein d'AMC. Cette unité agit à titre de secrétariat et coordonne les efforts et le partage d'information entre le Canada et les autres pays du G7. MRR Canada mène des recherches ciblées pour comprendre toute menace étrangère potentielle contre le Canada et pour identifier les tactiques et les tendances. Le MRR analyse également les médias sociaux afin de comprendre le paysage de la désinformation.

[1] Voir PB.CAN.00000045 comme exemple
[2] Voir PB.CAN.00000027 comme exemple
[3] Mécanisme de réponse rapide du Canada – Protéger la démocratie (international.gc.ca)

B. Surveillance par AMC des rapports des médias américains et de l'activité des médias sociaux

En plus de surveiller les activités relatives à l'état et à l'impact des blocus eux-mêmes, AMC a également surveillé les reportages des médias américains relatifs aux blocus. Cela a été fait par l'équipe des relations avec les médias de WSHDC, dont les principales fonctions comprennent la surveillance des médias américains sur une gamme de questions qui affectent les relations canado-américaines, et la détection de commentaires factuellement incorrects sur le Canada dans les médias américains en vue de corriger l'information lorsqu'approprié.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, l'équipe des relations avec les médias surveillait de près les reportages des médias américains sur l'impact du COVID en ce qui concerne la relation bilatérale. À la fin de janvier 2022, à la suite des annonces des gouvernements canadien et américain sur un nouveau mandat de vaccination pour les camionneurs transfrontaliers, l'équipe des relations avec les médias de WSHDC a généré deux fois par jour des résumés de la couverture médiatique américaine clé sur la manifestation des camionneurs à Ottawa[4].

Le mandat de vaccination transfrontalière était l'un des nombreux problèmes déjà suivis par l'équipe des relations avec les médias de WSHDC avant le début du convoi et les blocus des points d'entrée. La surveillance quotidienne comprenait les faits saillants de la forte couverture médiatique américaine de la situation en cours à Ottawa, y compris des commentaires dignes de mention de responsables américains, de manifestants et de Canadiens touchés, ainsi que des articles d'opinion des médias sur la situation. En haut des résumés quotidiens des médias, les relations avec les médias de WSHDC ont généralement fourni un bref aperçu résumant le ton de la couverture et mis en évidence les cas où les opinions étaient particulièrement extrêmes dans les deux sens.

En plus des coupures de presse, une sélection de commentaires publics sur Twitter par des membres du Congrès et des influenceurs a été incluse dans les rapports de surveillance. Dans certains cas, la surveillance quotidienne comprenait des questions-réponses spécifiques des

[4] Voir PB.CAN.00000045 comme exemple

points de presse quotidiens de la Maison Blanche, où l'attachée de presse de l'époque, Jen Psaki, a répondu aux questions des journalistes sur la réponse du gouvernement fédéral américain, des discussions avec le gouvernement canadien sur ce qui se passait et l'impact sur l'échange bilatéral.

Le 17 février 2022, MRR a conclu, sur la base d'une analyse de données ouvertes, qu'une partie importante de l'engagement et de l'activité liés aux manifestations et aux blocus provenait des communautés en ligne américaines, animées par des influenceurs américains clés, des médias alternatifs et des acteurs politiques, avec un intérêt manifeste parmi diverses communautés américaines. Ces commentaires comprenaient la sympathie avec les manifestants, les groupes complotistes et les réseaux à motivation idéologique. MRR a également indiqué qu'il n'avait identifié aucun indicateur significatif d'ingérence parrainée par un État étranger en ce qui concerne le « convoi de camionneurs ».

Le 24 février 2022, l'équipe des relations avec les médias de WSHDC a rapporté que la couverture médiatique américaine de la manifestation était restée stable, avec une baisse significative des reportages et sur Twitter. À partir de ce moment, les résumés biquotidiens ont été interrompus et les articles pertinents ont été incorporés dans les coupures de presse quotidiennes du matin, un produit standard continu produit pour l'ambassade par l'équipe des relations avec les médias de WSHDC.

C. Impact préjudiciable des blocus sur le commerce et les affaires transfrontaliers

Le blocus du pont Ambassador a eu un impact préjudiciable majeur sur le commerce transfrontalier et les activités commerciales. Ce blocus a duré du 7 février 2022 jusque tard dans la soirée du 13 février et jusqu'au petit matin du 14 février 2022. Le 11 février 2022, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a rendu une injonction visant à mettre fin au blocus du pont Ambassador, mais il ne s'est pas dispersé immédiatement.

Le pont Ambassador relie Windsor, Ontario et Detroit, Michigan. C'est une artère commerciale majeure et le point de passage le plus achalandé entre le Canada et les États-Unis. Par ce canal

commercial, le Canada commerce avec de nombreux États, dont le Michigan, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, le Texas et la Californie.

Le volume de trafic sur le pont Ambassador a été ramené à zéro au cours du blocus. Cela a eu un impact significatif sur le commerce et les affaires. Le Canada et les États-Unis ont des chaînes d'approvisionnement hautement intégrées, en particulier en ce qui concerne l'industrie automobile de chaque pays, de sorte que toute perturbation a des effets immédiats sur les économies et les travailleurs des deux côtés de la frontière.

Selon l'Anderson Economic Group, les pertes directes de l'industrie résultant du blocus se sont élevées à environ 300 millions de dollars, dont une perte de 155 millions de dollars pour les constructeurs automobiles et 145 millions de dollars en salaires directs perdus en raison des fermetures d'usines automobiles[5]. Les principaux constructeurs automobiles, dont Ford, GM, Toyota et Stellantis (anciennement Fiat Chrysler) ont réduit les quarts de travail dans plusieurs usines aux États-Unis et au Canada à la suite du blocus du pont Ambassador et des problèmes de chaîne d'approvisionnement qui en ont résulté[6]. Ces impacts ne se sont pas limités aux usines du Michigan et auraient également eu un impact sur les installations d'autres États tels que le Kentucky et l'Ohio[7].

Cet impact concorde avec le rôle important du pont Ambassador dans le commerce transfrontalier entre les États-Unis et le Canada. Une grande partie de la cargaison transportée sur le pont est liée à l'automobile et très sensible au facteur temps. D'autres secteurs clés du commerce comme l'agriculture dépendent également de cette traversée. Le Michigan et le Canada partagent une économie particulièrement fortement intégrée. Le commerce bilatéral entre l'État du Michigan et le Canada était de 59,6 milliards de dollars en 2021, le montant le plus

---

[5] See Ambassador Bridge closure cost auto industry millions of dollars. Who pays? | Crain's Detroit Business (crainsdetroit.com). The Governor cited an earlier estimate of losses by the Anderson Economic Group in her public statements: see ICYMI: Gov. Whitmer on Illegal Blockade of Ambassador Bridge: "We are pushing the Canadian government to resolve this swiftly and safely." (michigan.gov)

[6] Automakers cut production due to anti-vaccine Canadian trucker protest (cnbc.com).

[7] Toyota plant production affected by Canadian trucker blockade (lex18.com); https://www.news5cleveland.com/news/local-news/oh-lorain/ford-ohio-assembly-plant-in-avon-lake-hit-hard-by-protests-at-border-semiconductor-shortage; PB.CAN.00000056

élevé de tous les États américains[8]. Les deux principales catégories d'importations du Michigan en provenance du Canada en 2021 étaient les automobiles (10,0 milliards de dollars) et les pièces de véhicules automobiles (4,8 milliards de dollars).[9]

D. Préoccupations importantes exprimées par des politiciens, des responsables et des chefs d'entreprise américains

Au cours des blocus frontaliers, AMC a reçu de nombreuses communications de représentants politiques, de fonctionnaires et de représentants d'entreprises américains indiquant leur grave inquiétude quant à l'impact qui en résulte sur le commerce et les affaires, et leur soutien à une résolution rapide des blocus.

Le 11 février 2022, le premier ministre Trudeau et le président Biden ont discuté des blocus en cours à Detroit/Windsor, Sweetwater/Coutts (Alberta) et Pembina/Emerson (Manitoba), et le président s'est dit préoccupé par le fait que les entreprises et les travailleurs américains subissent de graves effets par conséquent.[10]

Les 10 et 13 février 2022, le Secrétaire américain aux transports Pete Buttigieg du département des Transports des États-Unis s'est entretenu avec le ministre canadien des Transports Omar Alghabra au sujet de ces mêmes questions.

En plus de ces discussions au niveau des chefs de gouvernement et du Cabinet, un certain nombre d'autres hommes politiques américains - y compris des membres de la Chambre des représentants, des sénateurs et des gouverneurs - ont également directement fait part de leurs graves préoccupations concernant l'impact des blocus et l'urgence de résoudre la situation. Un calendrier de certaines de ces discussions est présenté à l'**appendice V.**

[8] Fiches documentaires sur le commerce avec les États - Michigan (www.deleguescommerciaux.gc.ca)
[9] Fiches documentaires sur le commerce avec les États - Michigan (www.deleguescommerciaux.gc.ca)
[10] Readout of President Biden's Call With Prime Minister Justin Trudeau of Canada - The White House

Il y a également eu des communications régulières et quotidiennes entre divers responsables gouvernementaux américains et canadiens à différents niveaux et dans différents ministères tout au long de la période où des passages frontaliers cruciaux ont été bloqués.

En plus d'entendre directement des politiciens et des responsables américains, les responsables d'AMC, en particulier ceux de WSHDC et de DTROT, ont reçu des communications directes de chefs d'entreprise et de syndicats américains, soulignant l'impact néfaste des blocus et la nécessité urgente de résoudre la situation. Un calendrier de certaines de ces déclarations est présenté à l'**appendice VI**.

Enfin, AMC a surveillé et noté les déclarations publiques sur les blocus faites par les dirigeants politiques, commerciaux et syndicaux américains, y compris les déclarations de la Maison Blanche, des gouverneurs américains, des membres du Congrès, des syndicats, des groupes industriels et de la Chambre de commerce américaine. Un thème récurrent dans ces déclarations était une préoccupation sérieuse concernant l'impact des blocus et la nécessité de veiller à ce qu'ils soient résolus rapidement. Un résumé de certaines de ces déclarations est présenté à l'**appendice VII**.

Dans le même temps, certains politiciens et dirigeants syndicaux américains ont exprimé l'avis qu'en raison des blocus, les États-Unis devraient cesser de compter sur les pièces fabriquées et transportées à travers le Canada. Par exemple, dans une série de gazouillis sur l'usine de fabrication automobile GM Lansing-Delta, Elissa Slotkin (D-MI-08), membre du Congrès, a écrit : « Peu importe qu'il s'agisse d'un adversaire ou d'un allié, nous ne pouvons pas être si dépendant de pièces provenant de pays étrangers… La seule chose qui ne pourrait pas être plus claire est que nous devons ramener la fabrication américaine dans des États comme le Michigan. Si nous ne le faisons pas, ce sont les travailleurs américains comme les gens de Delta Township qui paient les pots cassés. »[11] Mike Huerta, président de la section locale 602 de l'UAW, aurait déclaré : « Le fait est que la plupart des gens à l'intérieur de cette usine savent que nous n'aurions jamais ces problèmes si ces produits, fournitures et pièces étaient construits juste à côté de nous.

[11] https://twitter.com/RepSlotkin/status/1491603594008793094?s=20&t=0Ykue0KcAQXeQ7QoWsSEbg.
Voir également PB.CAN.00000023

La meilleure façon d'arrêter les problèmes de chaîne d'approvisionnement, c'est de pas avoir de chaîne d'approvisionnement. Faites-la construire ici au Michigan, ici à Lansing, ici aux États-Unis, et puis tout d'un coup, ces problèmes s'arrêtent. »[12] Pour dire l'évidence, si les constructeurs automobiles américains cessent de compter sur les fabricants et fournisseurs de pièces automobiles canadiens, l'impact économique qui en résulterait serait important.

En outre, un certain nombre de politiciens américains ont publiquement exprimé leur soutien aux participants au blocus et leur opposition aux mesures de santé publique associées à la réponse du gouvernement à la pandémie de COVID-19. De nombreuses déclarations de cette nature ont eu lieu à la fois avant et en réponse à l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* le 14 février 2022.

3.0 IMPACT SUR LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ÉTRANGÈRES

A. Missions diplomatiques étrangères dans la région de la capitale nationale

Le Canada a des obligations juridiques internationales en vertu de la *Convention de Vienne sur les relations diplomatiques* et de la *Convention de Vienne sur les relations consulaires*, qui comprennent la prise de toutes les mesures appropriées pour protéger les missions diplomatiques, les agents diplomatiques et les fonctionnaires consulaires au Canada.

Pendant l'occupation et les blocus du convoi, le Bureau du protocole est resté en contact avec les missions étrangères dans la région de la capitale nationale (RCN) par l'intermédiaire du SCD et du ULSD.

Le 28 janvier 2022, ULSD a envoyé un avis au corps diplomatique pour les informer des manifestations à venir et des impacts possibles qui en résultent sur leurs opérations. Le 4 février 2022, ULSD a fourni une mise à jour concernant l'arrivée prévue d'autres occupants et véhicules dans la RCN. Le 9 février 2022, ULSD a fourni une nouvelle mise à jour de sécurité aux

[12] Lansing-Delta Assembly Plant cancels shifts due to parts shortage (lansingstatejournal.com)

missions étrangères dans la RCN, mais a indiqué que la situation sécuritaire concernant l'occupation restait fluide.

Pendant le séjour du convoi à Ottawa, le Canada a reçu une note diplomatique officielle d'une ambassade étrangère concernant les risques pour le personnel et l'accès à leurs locaux diplomatiques. L'ULSD a également communiqué avec des membres du corps diplomatique de six missions étrangères en réponse à des plaintes ou à des préoccupations soulevées par ces entités. L'ULSD a travaillé avec la GRC pour conseiller la communauté diplomatique sur les protocoles et les arrangements de sécurité applicables, ainsi que pour diffuser des informations sur les points de contrôle et les barrières policières pendant l'occupation dans la RCN.

Grâce à ces communications, le Bureau du protocole a été informé que l'occupation et les blocus dans la RCN ont entraîné pour plusieurs missions étrangères un accès incohérent à leurs installations, du bruit, des émanations de diesel et d'autres nuisances qui ont eu un impact sur leurs opérations quotidiennes.[13] L'impact des blocus et des manifestations sur les missions étrangères a également été relayé de manière informelle par des collègues des divisions géographiques d'AMC.

B. MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER

L'impact du mouvement à l'origine des manifestations d'Ottawa et des blocus frontaliers s'est également fait sentir dans certaines des missions du Canada aux États-Unis.

Des manifestations hebdomadaires ont eu lieu du 7 février au 2 mars 2022 devant le consulat général du Canada à New York (CNGNY). Un groupe appelé « Freedom Convoy of New York » a organisé une manifestation hebdomadaire devant CNGNY en solidarité avec les manifestants à Ottawa. Les manifestants représentaient environ 20 à 50 personnes par semaine (diminuant avec le temps). Dans tous les cas, CNGNY était au courant à l'avance de la manifestation prévue et était en communication avec le NYPD et le Département des services de sécurité diplomatique d'État (DSS) qui étaient sur place pour surveiller et répondre si nécessaire.

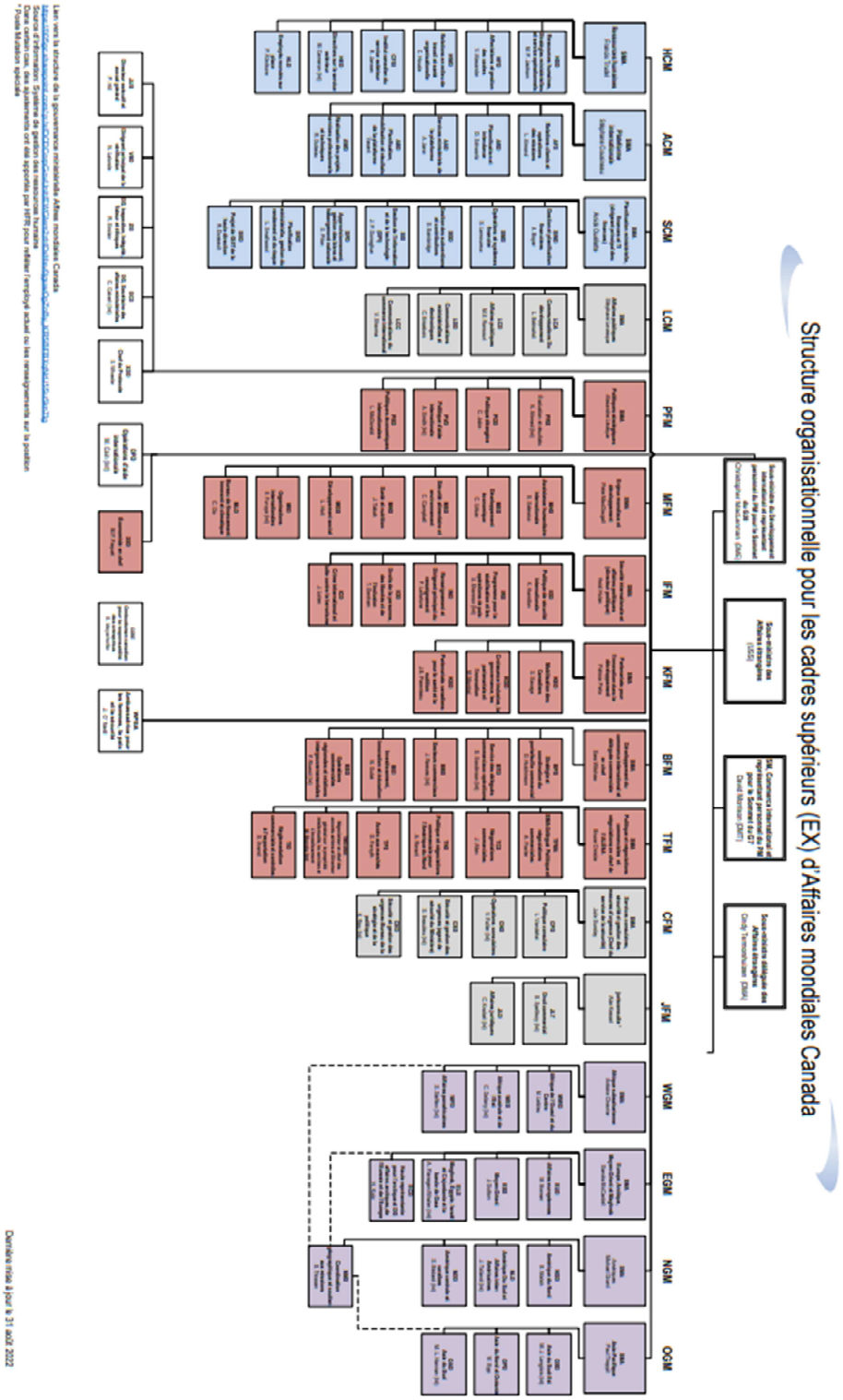
[13] SSM.NSC.CAN.00000283; SSM.NSC.CAN.00000125; SSM.NSC.CAN.00000127

Le 16 février 2022, le numéro de téléphone principal du consulat général du Canada à Dallas a reçu deux messages vocaux menaçants de citoyens américains en faveur du convoi. La police diplomatique de Dallas a été informée et a enquêté sur l'affaire. Le personnel du consulat général du Canada à Dallas a reçu l'ordre de travailler à domicile le 17 février, par mesure de précaution.

Le 22 février 2022, un très petit groupe de 5 manifestants alignés sur les manifestations du « Freedom Convoy » a organisé une courte action de manifestation juste à l'extérieur du centre-ville de Detroit où se trouve la mission DTROT.

Appendice I : Structure organisationnelle pour les cadres supérieurs d'Affaires mondiales Canada

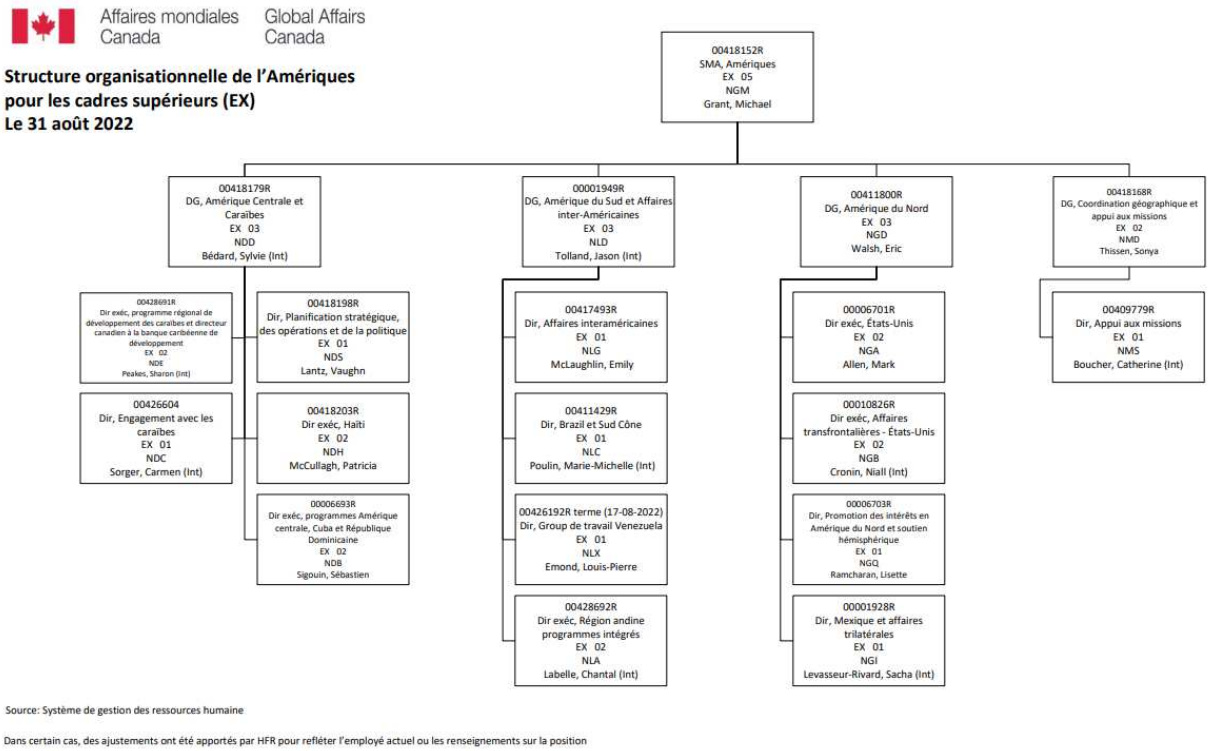
(Liste des acronymes sur la page suivante)



Liste des acronymes à l'appendice I

ACM : Plate-forme internationale du sous-ministre adjoint
BFM : sous-ministre adjoint, Développement du commerce international et délégué commercial en chef
CFM : Sous-ministre adjoint consulaire, sécurité et gestion des urgences (chef de la sécurité)
DCD : secrétaire corporatif et directeur général
DMA : sous-ministre déléguée des Affaires étrangères
DME : Sous-ministre du Développement international
DMT : Sous-ministre du Commerce international
DPD : Opérations d'assistance internationale
DSMO : Planification de Sommets Internationaux et d'Événements Majeurs
EGM : Sous-ministre adjoint Europe, Arctique, Moyen-Orient et Maghreb
HCM : Sous-ministre adjoint Ressources humaines
IFM : Sous-ministre adjoint Sécurité internationale et Affaires politiques
JFM : Conseiller Juridique
JUS : directeur exécutif et avocat général
KFM : Sous-ministre adjoint Partenariat pour l'innovation dans le développement
LCM : Sous-ministre adjoint Affaires publiques
MFM : Sous-ministre adjoint Enjeux mondiaux et développement
NGM : Sous-ministre adjoint Amériques
OGM : Sous-ministre adjoint Asie-Pacifique
GFP : Politique stratégique du sous-ministre adjoint
SCM : Sous-ministre adjoint Planification ministérielle, Finances et TI
TFM : Sous-ministre adjoint Politiques commerciales et négociations et négociateur commercial en chef ALENA
USS : sous-ministre des Affaires étrangères
VBD : directeur des vérifications
WGM : Sous-ministre adjoint Afrique subsaharienne
WPSA : Ambassadeur pour les femmes, la paix et la sécurité
XDD : Chef du protocole
ZID : Directeur général, Inspection, Intégrité et Valeurs et Éthique

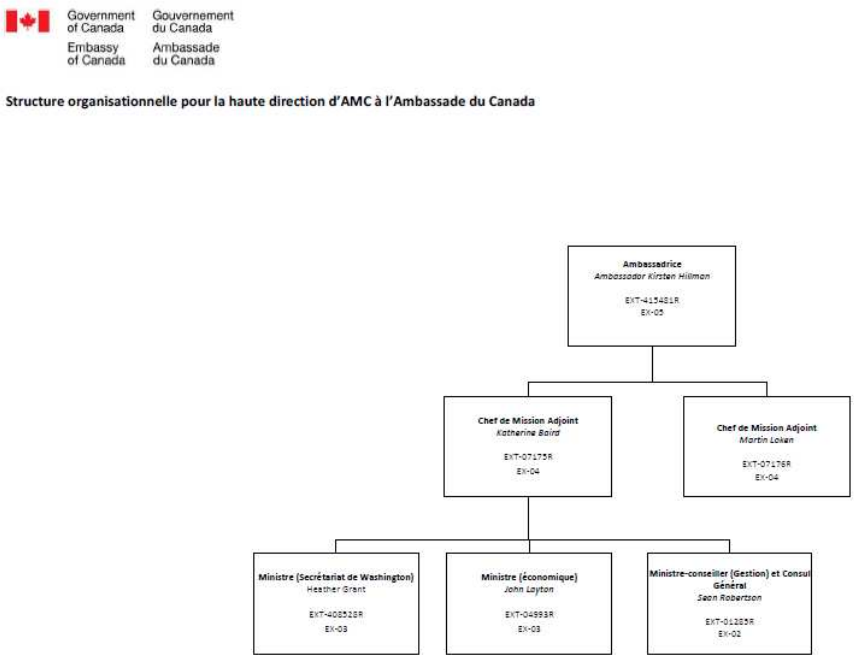
Appendice II : Organigramme de la division des É. U.



Source: Système de gestion des ressources humaine

Dans certain cas, des ajustements ont été apportés par HFR pour refléter l'employé actuel ou les renseignements sur la position

Annexe III : Organigramme de l'ambassade du Canada



Appendice IV

Activités de surveillance de DTROT pendant les manifestations et les blocus

Date	Évènement
Le 4 février, 2022	DTROT a reçu des informations de l'opérateur frontalier du tunnel Détroit-Windsor sur une éventuelle activité de convoi prévue pour la région de Windsor sur la base de publications sur les réseaux sociaux. Le DTROT a signalé la même chose à l'unité des affaires transfrontalières des États-Unis au sein d'AMC, qui a confirmé que l'ASFC, le CBP/DHS des États-Unis, Transports Canada, le WSHDC et la Sécurité publique étaient au courant.
Le 6 février, 2022	Les médias locaux rapportent la fermeture du pont Blue Water entre Sarnia, ON et Port Huron, MI pendant plusieurs heures en raison d'une démonstration de camions.
Le 7 février, 2022	La liaison externe de DTROT à l'opérateur du pont Blue Water produit des informations selon lesquelles la plupart des véhicules étaient des tracteurs et des machines agricoles, seuls quelques camions de transport ayant été impliqués dans la manifestation de la veille.
	La notification des services d'urgence locaux et la couverture médiatique indiquent que le pont Ambassador a fermé. Le ministère des Transports du Michigan (MDOT) a émis des avertissements concernant la congestion de traffic sur les autoroutes. DTROT confirme l'état du trafic du pont Ambassador, du pont Blue Water et du tunnel Detroit-Windsor.

Le 8 février, 2022 (et suivant)	DTROT effectue une surveillance quotidienne des impacts sur la circulation sur les autoroutes du Michigan, surveille la situation aux trois postes frontaliers via les médias sociaux. Cela continue jusqu'à la fin du blocus. Les retards sur le pont Blue Water vont et viennent quotidiennement tout au long du blocus, atteignant parfois plus de 4 heures.
	Le tunnel Detroit-Windsor rapporte que le CBP des États-Unis et l'ASFC ont été très réactifs dans le traitement du trafic et ont assuré la sécurité dans des conditions de trafic très intenses. DTROT reste en contact avec l'opérateur du tunnel tout au long du blocus.

Appendice V

Communications avec d'autres élus américains concernant l'impact des blocus et des manifestations

Date	Représentant/bureau
Le 8 février, 2022	Gouverneure Whitmer (Michigan)
Le 9 février, 2022	Membre du Congrès Brenda Lawrence (D-MI-14)
Le 10 février, 2022	Membre du Congrès Dan Kildee (D-MI-05)
Le 10 février, 2022	Sénateur Gary Peters (D-Michigan)
Le 11 février, 2022	Membre du Congrès Debbie Dingell (D-MI-12)
	Le bureau du sénateur Sherrod Brown (D-OH)
Le 15 février, 2022	Membre du Congrès Brenda Lawrence (D-MI-14)
Le 17 février, 2022	Gouverneur Greg Gianforte (R-MT)
Le 17 février, 2022	Gouverneur Doug Burgum (R-ND)

Appendice VI

Communications avec des représentants d'entreprises américaines concernant l'impact des blocus et des manifestations

Date	Entreprise
Le 9 février, 2022	Ford
Le 9 février, 2022	Un important fabricant de biens de consommation emballés, qui a fourni des informations sans attribution
Le 9 février, 2022	U.S. National Association of Manufacturers
Le 10 février, 2022	Detroit Regional Chamber of Commerce
Le 10 février, 2022	Scoular (négociant en matières premières) ; Puris (transformateur de protéines de pois)
Le 11 février, 2022	Original Equipment Suppliers Association et Motor Equipment Suppliers Association
Le 11 février, 2022	U.S. National Association of Manufacturers
Le 14 février, 2022	General Mills

Appendice VII

Sélection de déclarations publiques d'officiels, de politiciens, d'entreprises et de représentants syndicaux américains concernant l'impact des blocus et des manifestations

Date	Source	Déclaration
Le 9 février, 2022	Jen Psaki (Attaché de presse de la Maison Blanche)	Psaki a déclaré que l'administration "surveille cela de très près" et que "le blocus présente un risque pour les chaînes d'approvisionnement de l'industrie automobile car le pont est un conduit clé pour les véhicules à moteur, les composants et les pièces, et les retards risquent de perturber la production automobile. ” Elle a également mentionné que la conseillère à la sécurité intérieure de la Maison Blanche, Elizabeth Sherwood-Randall, avait convoqué une réunion sur le blocus du pont Ambassador le même jour, et que «(l) le président se concentre sur cela et nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe du DHS (Department of Homeland Security), avec des responsables canadiens et d'autres personnes pour faire tout ce que nous pouvons pour atténuer l'impact. Enfin, elle a indiqué que les États-Unis « soutiennent les manifestations pacifiques, mais nous avons des inquiétudes lorsque ces manifestations deviennent violentes », et qu'« il est important que tout le monde au Canada et aux États-Unis comprenne quel est l'impact potentiel de ce blocus sur les travailleurs, sur la

Date	Source	Déclaration
		chaîne d'approvisionnement et c'est là que nous nous concentrons le plus."[14]
Le 9 février, 2022	Detroit Regional Chamber	La Chambre a appelé à "une levée rapide et immédiate du blocus du pont Windsor-Detroit Ambassador et une réouverture rapide du pont."[15]
Le 9 février, 2022	Canada-U.S. Business Association	La Canada-US Business Association a publié un communiqué signé par plusieurs dizaines de chambres et de groupes des deux pays appelant à une levée rapide et immédiate du blocus du pont Windsor-Detroit Ambassador et à une réouverture rapide du pont : « Compte tenu de l'importance de veiller à ce que l'approvisionnement en denrées alimentaires, en produits médicaux et en biens industriels peut se poursuivre, la perturbation du pont Ambassador est une atteinte au bien-être de nos citoyens et des entreprises qui les emploient. Alors que nos économies émergent des impacts de la pandémie, nous ne pouvons permettre à aucun groupe de saper le commerce transfrontalier qui soutient les familles des deux côtés de la frontière.»[16]
Le 10 février, 2022	Membre du Congrès Brenda Lawrence (D-MI-14)	« Je soutiens les protestations et les manifestations pacifiques. Cependant, je suis préoccupée par la main-d'œuvre essentielle qui voyage entre les États-Unis et le Canada; accès d'urgence pour les camionneurs et le personnel d'urgence ; et le retard de livraison de médicaments vitaux et d'autres biens et services essentiels. J'exhorte fortement nos dirigeants nationaux et provinciaux canadiens à parvenir à une résolution sûre et rapide qui permettra à un commerce transparent de se poursuivre sur le pont Ambassador. »[17]
Le 10 février, 2022	Membre du Congrès Dan Kildee (D-MI-05)	« Les travailleurs de l'automobile de mon district ont traversé une année difficile en raison de problèmes de chaîne d'approvisionnement liés à la pandémie et de pénuries de semi-conducteurs. Nous devons garder la frontière entre les États-Unis et le Canada ouverte pour permettre aux marchandises, y compris les pièces automobiles et les produits agricoles, de circuler librement entre nos deux pays. Je suis en contact avec

[14] Press Briefing by Press Secretary Jen Psaki, February 9, 2022 - The White House
[15] The Ambassador Bridge Closure and the Chamber Perspective (detroitchamber.com)
[16] Canadian, US Business Associations Call for Immediate Action to Open Ambassador Bridge | CUSBA – Canada – United States Business Association (cusbaonline.com)
[17] U.S. Rep. Lawrence Statement on Ambassador Bridge Blockade | Congresswoman Brenda Lawrence (house.gov)

Date	Source	Déclaration
		le gouvernement canadien pour m'assurer que notre passage frontalier soit entièrement rouvert dès que possible.»[18]
Le 10 février, 2022	U.S. Chamber of Commerce	« Les perturbations que nous constatons à la frontière américano-canadienne – au pont Detroit-Windsor Ambassador et à d'autres points d'entrée – ajoutent aux tensions importantes sur la chaîne d'approvisionnement des fabricants et d'autres entreprises aux États-Unis. Le milieu des affaires retrousse ses manches pour trouver des solutions de contournement et maintenir les installations en état de marche, mais nous constatons déjà des réductions de production, des réductions de quarts de travail et des fermetures temporaires d'usines. L'économie nord-américaine repose sur notre capacité à travailler en étroite collaboration, y compris nos secteurs manufacturiers. Nous devons appliquer le même esprit de coopération pour résoudre ce problème. Nous exhortons respectueusement le gouvernement canadien à agir rapidement pour remédier à la perturbation des flux commerciaux et à son impact sur les fabricants et les autres entreprises des deux côtés de la frontière. Nous apprécions que l'administration Biden soit engagée avec le gouvernement canadien, et nous encourageons fortement les responsables à poursuivre leurs efforts pour résoudre ces blocus à la frontière. »[19]
Le 10 février, 2022	International Brotherhood of Teamsters	« Le Syndicat des Teamsters dénonce la manifestation en cours du « Freedom Convoy » à la frontière canadienne qui continue de faire du mal aux travailleurs et d'avoir un impact négatif sur notre économie. Le gagne-pain des travailleurs américains et canadiens dans les secteurs de l'automobile, de l'agriculture et de la fabrication est menacé par ce blocus. »[20]
Le 10 février, 2022	Gretchen Whitmer (Gouverneure du Michigan)	La gouverneure Whitmer a souligné qu'« [i]l est impératif que les gouvernements locaux, provinciaux et nationaux du Canada désamorcent ce blocus économique. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées pour rouvrir immédiatement et en toute sécurité le trafic afin que nous puissions continuer à faire croître notre économie, à soutenir des emplois bien rémunérés et à réduire les coûts pour les familles. »[21]

[18] Statement by Congressman Dan Kildee on Canadian Border Blockade | Congressman Dan Kildee (house.gov)
[19] Business Leaders Urge Resolution of U.S.-Canada Border Blockade | U.S. Chamber of Commerce (uschamber.com)
[20] TEAMSTERS DENOUNCE FREEDOM CONVOY BLOCKADE AT CANADIAN BORDER | Teamsters Canada
[21] Governor Whitmer Calls on Canada to Reopen Traffic on Ambassador Bridge (michigan.gov)

Date	Source	Déclaration
Le 11 février, 2022	Gretchen Whitmer (Gouverneure du Michigan)	La gouverneure Whitmer a souligné que « nous ne pouvons pas laisser passer une autre minute inutilement parce que cette frontière est trop importante pour notre économie, pour notre sécurité intérieure, et à mesure que nous développons notre économie, c'est un moment crucial […] cela n'a jamais été uniquement un problème canadien. Cela nous fait mal au Michigan depuis le premier jour… Et nous pressons le gouvernement canadien de résoudre ce problème rapidement et en toute sécurité, car chaque minute que cela se passe a été incroyablement préjudiciable à notre économie et à notre peuple. »[22]
Le 11 février, 2022	Kathy Hochul (Gouverneure de New York)	La gouverneure Hochul a indiqué via un gazouillis que son équipe surveillait la situation des manifestations contre les camions canadiens à la frontière nord de New York. Elle a déclaré qu'elle avait convoqué un centre de commandement interorganismes pour s'assurer que l'État était préparé à tout impact sur les New-Yorkais.
Le 11 février, 2022	Phil Scott (Gouverneur du Vermont)	Le gouverneur du Vermont a envoyé un gazouillis exprimant sa gratitude à la Maison Blanche, au secrétaire aux Transports et au secrétaire à la Sécurité intérieure pour une mise à jour que lui et d'autres États frontaliers du Nord avaient reçue sur la situation à la frontière canadienne. Le Gouverneur a déclaré que « maintenir les chaînes d'approvisionnement en mouvement est une priorité absolue ».
Le 11 février, 2022	Auto Innovators	Le PDG John Bozzella a déclaré qu'Auto Innovators "continuera de travailler avec les décideurs nationaux et les parties concernées aux États-Unis et au Canada pour plaider en faveur d'une résolution rapide et sûre au nom de nos employés, consommateurs et communautés".

[22] ICYMI: Gov. Whitmer on Illegal Blockade of Ambassador Bridge: "We are pushing the Canadian government to resolve this swiftly and safely." (michigan.gov)